



La multifonctionnalité des espaces ruraux français

Conférence APHG Auvergne, Novembre 2019, Maison des Sciences de l'Homme (Clermont-Ferrand)

mardi 26 novembre 2019

Un compte-rendu par Romain Verdier [1]

Nous avons là deux spécialistes des espaces ruraux ayant deux approches différentes.

- Samuel Depraz [2] présentera les espaces périurbains. Il est l'auteur de *La France des marges*, de la *Géographie des espaces protégés* et d'une *Acceptation sociale et développement des territoires*.
- Laurent Rieutort [3] va présenter une conférence sur l'hyper-ruralité, cette définition nouvelle des espaces ruraux peu métropolisés et peu densément peuplés. Il est très impliqué dans le développement du Massif central via l'IADT (Institut d'Aménagement et de Développement des Territoires) et via le Master Gestion des territoires et développement local. Il est l'auteur de l'ouvrage des concours *Les espaces ruraux en France*, de l'*Atlas des élevages herbivores en France* aux éditions Autrement.

INTERVENTION DE LAURENT RIEUTORT

« DES CAMPAGNES FRAGILES A L'HYPER-RURALITE : RENAISSANCE OU RELEGATION ? »

On lui a demandé d'aborder une présentation des espaces hyper-ruraux et il fait le choix d'ajouter le terme de renaissance et de relégation. Il évoquera aussi la fragmentation, terme qui a beaucoup inquiété au départ dans le secondaire.

I - Polysémie des termes et représentations, diversité des critères

On pourrait proposer plusieurs termes. On peut dire qu'il y a une notion ancienne, celle d'**espace périphérique**. Cette notion peut se combiner d'ailleurs avec celle de marge sur laquelle travaille Samuel Depraz. Le couple centre-périphérie, qui remonte aux travaux d'Alain Reynaud, renvoie à cette idée d'espaces en situation d'éloignement voire de subordination par rapport à un centre qui serait la métropole. Des travaux ont cherché à montrer les processus de périphérisation de ces espaces ruraux. Ce terme de périphérie peut conduire aussi à des critiques dans une vision très duale de l'espace avec un centre : la ville, un péricentre peut-être, et une périphérie : l'espace rural.

La notion de **régions défavorisées** s'inscrit un peu plus dans le registre des politiques publiques et apparaît dans les années 1970, en lien notamment avec les politiques agricoles, avec la reconnaissance des zones de montagne et l'idée qu'il y aurait des espaces plus défavorisés que d'autres, en proie au déclin démographique, à une crise de l'agriculture. En 1975, une première directive européenne introduit la notion de zone de montagne et de zone défavorisée. Là encore une critique évidente peut être faite : elle renvoie à une forme de déterminisme où certaines zones rurales seraient marquées par des caractéristiques physiques qui les rendraient plus difficiles à mettre en valeur. C'est une vision qui peut être critiquée car ces situations renvoient à bien d'autres facteurs et à des processus historiques, sociaux, démographiques, etc.

La notion d'**espaces ruraux fragiles ou sensibles** a été évoquée au tournant des années 1980 notamment avec les travaux de la SEGESA (Société d'Études Géographiques, Économiques et Sociologiques Appliquées). Elle est très liée à la DATAR et cherche à faire des typologies des espaces ruraux. Derrière l'idée de fragilité on pourrait trouver la proximité d'une rupture et elle fait appel à des symptômes économiques, sociaux voir même paysagés. On trouve là des indicateurs qui sont plutôt des conséquences que des causes.

Le terme sensible a beaucoup été utilisé pour l'urbain et il l'est peut-être un peu moins pour les espaces ruraux. Quand Valéry Giscard d'Estaing était Président de la région Auvergne, il ne souhaitait pas évoquer la fragilité mais préférait celui de la sensibilité. Derrière ce mot il y a peut-être l'idée que ces espaces peuvent être aussi sensibles à de nouvelles dynamiques, perceptions ou attentes des citoyens, à des évolutions environnementales. Donc la sensibilité n'est pas que négative et elle peut entraîner des évolutions positives.

Enfin arrive la notion d'**hyper-ruralité** dont on dit qu'elle naît d'un rapport rédigé par le sénateur maire de Mende Alain Bertrand. Il voulait trouver une expression pour montrer que ces ruralités sont importantes et il évoque la notion « d'hyper » pour insister. On peut ajouter alors l'idée d'une « ruralité de l'éloignement » : des villes, des métropoles qui peut renvoyer à des questions de distance-temps, de distance-coûts, etc. Cette approche reste à l'échelle de bassins de vie alors que ces espaces peuvent être très différents.

On peut, à partir de là, multiplier les critères économiques, sociodémographiques, environnementaux, symboliques, etc. Cette fragilité reste toujours systémique et fonctionne en interaction et évolue en permanence.

Les territoires ruraux ont toujours été au cœur de représentations assez ambivalentes. Le mot ruralité peut être opposé à celui d'urbanité, alors que ce dernier a une connotation bien plus positive. La ruralité renvoie à des personnes rustres, ou bien au contraire sur une représentation idéalisée des communautés villageoises. Dans ce chassé-croisé des représentations il y a aussi un mouvement anti-ville qui donne à la ruralité une nouvelle image plus attractive qui renvoie à l'ouvrage d'Henri Mendras et les aménités rurales. Aujourd'hui, trois discours sont perceptibles :

- un récit de type crise rurale, que l'on peut qualifier de misérabiliste. Il est présent chez certains élus locaux. C'est un discours qui peut agacer beaucoup des représentants urbains.
- un discours sur la France oubliée, périphérique, qui renvoie au discours de Christophe Guilluy. Il incarnerait la vraie France, celle du vrai peuple à défendre et le petit blanc venant se réfugier dans ces espaces ruraux par insécurité culturelle. Il renvoie à une forme de ressentiment par rapport aux villes et aux métropoles.
- un point de vue plus militant rejoignant l'approche d'Henri Mendras sur une utopie néo-rurale. La ruralité serait un espace d'expérimentations, d'innovations sociales.

A cela s'ajoute la question métropolitaine avec la perception de plus en plus forte qui anime les trois courants sur des fractures sociales, territoriales, voire politiques. On passerait d'un modèle qui était celui de l'aménagement du territoire équilibré à quelque chose davantage dans le registre de la réciprocité ou d'une nouvelle relation métropole/territoires ruraux à avoir.

II - Une fragilité présente à toutes les échelles

Beaucoup de critères peuvent être retenus pour réfléchir à la fragilité : la densité de population, le zonage en aire urbaine de l'INSEE, l'approche en densité selon quatre types. Si on croise ces catégories on voit se dessiner des zones périurbaines, des espaces de densité intermédiaire et des espaces peu denses et très peu denses. L'hyper-ruralité se situe probablement entre ces deux derniers. La perte de population peut également être un critère retenu. Étudier la construction de nouveaux logements permet de percevoir des dynamiques intéressantes. On peut ajouter une étude sur l'emploi, qu'il soit agricole ou industriel.

On peut donc cumuler énormément de critères et aboutir à une carte qui serait une approche de l'hyper-ruralité. Elle touche une grande partie du territoire national mais le Massif Central, les Pyrénées, la Bretagne centrale sont visibles. On peut ajouter à cette carte celle de la typologie des espaces ruraux et celle des bassins de vie à dominante rurale. On aurait alors une vue plus globale de l'hyper-ruralité. Au final, l'hyper-ruralité concerne plus des deux tiers de l'espace national mais moins de 10 % de la population, ce qui pose une grande question de cohésion de l'espace national.

III - Politique publique et action collective : une remise en cause partielle de ces fragilités rurales

Des politiques publiques renvoient à l'émergence en 1995 au zonage en Zones de revitalisation rurale. Les Zones de montagne peuvent également entrer dans cette vision.

Il faudrait dire quelques mots du modèle de développement local depuis les années 1975. Il renvoie aux formes d'utopie rurale : une mobilisation d'acteurs de différentes échelles ; des projets territorialisés, stratégie et contrat/charte ; ressource territoriale dynamique de proximité et coordination d'acteurs.

Depuis les années 1990, les grandes politiques publiques se sont concentrées sur des aspects institutionnels donnant l'impression d'oublier cette réalité avant qu'elle ne revienne dans l'agenda politique avec les gilets jaunes.

L'action des acteurs locaux doit être lue. Individuelle ou collective, elle a toujours été présente. Elle a bénéficié surtout de l'arrivée de nouvelles populations dans ces territoires et l'émergence d'une économie résidentielle. Les activités médicales ou de services de proximité s'en trouvent alors renforcées.

Au total, deux logiques émergent : une logique publique et une logique de projets portés par des acteurs locaux et quatre modèles de développement :

- jouer avec les agglomérations (exogène) ;
- renforcer l'attractivité même quand on est loin des villes en jouant sur la qualité de vie et sur la créativité ;
- valoriser la proximité entre les habitants, rechercher une autonomie locale circulaire. Cela renvoie aux champs alimentaires, énergétiques. Il faudrait ainsi être plus autonome dans son territoire.
- dynamiser « l'économie territoriale » en fournissant des produits et services locaux spécifiques qui se combinent et ajoutent au territoire. Cela renvoie aux travaux de Bernard Pecqueur et à l'exemple de l'Aubrac, d'une partie de la Provence, d'Espelette autour de son piment, etc.

En conclusion, on peut opposer un **processus de renaissance à celui de marginalisation**. Les deux sont complexes et remettent en cause ces perceptions sur l'horreur rurale et les difficultés du rural. Il y a aussi des innovations et elles font tâche d'huile. On a de plus en plus une hyper-ruralité à deux vitesses : une qui montre un renouveau et une autre qui reste très fragile et marquée par la déprise, frappée par l'éloignement. **Trois grands enjeux se posent** : la question de la maîtrise par les acteurs de l'hyper-ruralité, entre autonomie et dépendance vis-à-vis des zones plus attractives ; la question de l'adaptation, de l'innovation ; la question de la régulation, de la solidarité et, au contraire, de l'exclusion. La fragmentation est bien présente à l'échelle globale entre différentes ruralités et à l'échelle de l'hyper-ruralité avec des formes de fragmentation et des catégories sociales très précaires et d'autres bourgeoises engendrant une gentrification.

INTERVENTION DE SAMUEL DEPRAZ

« LE PERIURBAIN, UNE RURALITE CONTRARIEE »

La ruralité est contrariée d'abord parce que contestée, contredite et parce que c'est un territoire encore mal défini. Contrariée aussi parce que son identité même de rural est remise en cause. Ce serait un espace « ni-ni », cumulant les handicaps. Pour répondre à ces critiques, le périurbain est contrarié par une colère jaune qui s'est exprimée récemment.

Depuis les années 1970, on peut étudier une évolution du périurbain. La trajectoire démographique s'infléchit au recensement de 1975 et ne cesse de se propager de commune en commune. Elle n'est pas due au hasard et répond aussi à un moment politique. On a trop souvent tendance à penser que les phénomènes arrivent de manière spontanée. Valéry Giscard d'Estaing évoquait une « rupture franche » et lança une politique en faveur de l'aide à l'accession à la propriété individuelle. En 2018, on aperçoit un mouvement spontané de blocages de sites non choisis au hasard. Ils relèvent, pour beaucoup, du périurbain. Ce sont des sites situés aux entrées des agglomérations, aux péages, sur les parkings de restauration rapide et les ronds-points. Ce sont des points névralgiques de rassemblement pour bloquer et pour être visibles aux entrées des villes. Ces lieux périurbains sont aussi une auto-identification d'une population qui vit dans ces territoires et qui sont contraints à la mobilité. Ils cherchent à sortir d'une forme d'invisibilisation sociale. C'est dans cette longue temporalité que se noue cette question périurbaine avec cette ruralité contrariée. Pour l'expliquer, nous avons là un territoire qui a des caractéristiques rurales sans être perçus comme ruraux.

I - Une identité rurale du périurbain à justifier

Si on cherche à définir le rural, on trouve vite des éléments : la densité, le paysage. 80 % des espaces périurbains sont aussi des paysages agricoles et végétaux. Donc les traits sont communs dans la perception visuelle de l'espace. En revanche, le périurbain concerne environ 1/3 de la population française et devient le modèle dominant de ruralité alors. Pourtant ce terme pose problème en raison même de son vocabulaire. On appelle cet espace le périurbain d'après l'INSEE, mais nous sommes dans des espaces morphologiquement ruraux. **Le terme urbain est donc trompeur** puisqu'on confond l'urbain avec l'aire urbaine. Il est dangereux car il assimile à l'urbain le pôle d'emploi et la couronne périurbaine qui n'est pas exactement la ville. Donc, ce n'est qu'une aire d'emploi et non une aire urbaine. De plus, le seuil choisi, de 40 % des migrations, continue d'interroger. On augmente ainsi la proportion de territoires urbains et il reste arbitraire. Enfin, il ne touche que les actifs, donc pas les jeunes, les personnes âgées ou les sans-emplois. L'INSEE reconnaît que ce zonage est trop orienté vers une dichotomie urbain/rural. Les travaux sur les bassins de vie sont bien meilleurs car plus complexes et plus ouverts sur tous les types de territoires, notamment ruraux.

Le périurbain relève également d'un héritage moderniste dans lequel la référence centrale est l'urbain. Ce modèle relève clairement d'une **posture idéologique**. Il y a un choix qui hiérarchise les espaces selon un critère, ici l'emploi.

Jacques Lévy évoque le « tout-urbain » avec une approche sociologique. Les modes de vie ont changé, mais Samuel Depraz pense que les territoires n'ont pas forcément changé avec. D'autres concepts, antérieurs au « tout-urbain », prophétisaient aussi la disparition du rural. On peut en évoquer deux : Etienne Juillard parlait de « ville urbanisante » en 1961 dans laquelle on arriverait à un espace de peuplement alternant avec des champs de manière harmonieuse. Plus critique encore le terme de « rurbanisation », trop imprécis, portait un discours similaire sur l'idée que le périurbain était annonciateur des formes d'effacement de la coupure urbain rural.

II - Une (dés)organisation spatiale fortement décriée

Le périurbain est perçu comme **désorganisé** par rapport à une ruralité ancienne et homogène qui se verrait déstructurée par un étalement mal contrôlé et par des constructions sans grand plan d'ensemble. Cette critique est forte et a pris de multiples aspects. On ne critique pas l'espace rural du périurbain mais une certaine forme de périurbain, notamment le lotissement car celui-ci n'est pas un espace mais d'abord un produit. On associe au lotissement le marché du foncier et de l'immobilier qui pose des questions de spéculations et d'inégalités.

Avant la crise de 2008, le marché du terrain à bâtir a quadruplé sur la période des quinze années précédentes. Cette hausse est largement supérieure à celle des prix à la consommation. Il y a donc un **creusement des différences de valeurs foncières** dans le rural et le périurbain qui constitue des opportunités, voire des aubaines. Cette ouverture de droit à bâtir a été encadrée mais aussi décentralisée par des élus locaux. Ces logiques permettent d'augmenter la population de la commune et les subventions qui vont avec. C'est un système d'acteurs importants que l'on passe trop sous silence en géographie : le propriétaire privé, l'aménageur foncier, le promoteur constructeur et le particulier acheteur final. A ces étapes s'ajoutent d'autres acteurs : géomètres, entreprises, artisans du BTP, architectes et financeurs. Le périurbain est donc d'abord un marché immobilier et foncier.

Les critiques sont alors nombreuses : la critique environnementale et la critique socio-politique. La critique environnementale n'est pas récente. Le périurbain change la nature perçue du rural : on cherche du vert et on trouve des jardins clos. Les pollutions liées aux transports s'ajoutent à cela ainsi que la fragmentation écologique et l'artificialisation des sols. Tout cela a été mis en avant pour critiquer ces formes de ruralités qui posent des problèmes. Les paysages évoluent et on a du mal à percevoir l'unité du village rural, ce qui constitue une autre critique.

La critique socio-politique est multiple. Il y a d'abord un jugement de classe et de valeur : ceux qui vont vers le périurbain consomment l'espace, polluent avec leur voiture. Ensuite, le surcoût de gestion surfacique renvoie à une privatisation. La critique la plus forte et qui va la plus loin est celle qui verrait le périurbain comme un espace de privatisation sociale avec une individualisation des comportements sociaux. Cette critique va jusqu'à la « clubbisation » des espaces qui renvoie à l'idée que ce territoire va être pris en charge par les habitants arrivants et empêchant les nouveaux arrivants de venir. On peut évoquer enfin l'idée que les votes extrêmes dans le périurbain renverraient à une polémogénèse.

III - Vers un dépassement du syndrome du lotissement

Le phénomène lotissement renvoie à une époque et les tensions de 2018 ont donné à voir la **fin d'un modèle ou la transition** avec quelque chose d'autre. Les gilets jaunes ont d'abord mis en avant un problème non pas de mobilité mais celui d'une contrainte. Celle du sentiment de ne pas réussir à boucler ses fins de mois parce qu'ils vivent dans un territoire pris au piège entre les différents coûts qui n'étaient pas forcément prévus (départ en raison de l'immobilier, augmentation du prix de l'essence, etc.). Ce mouvement a révélé que la périurbanisation était en fin de course.

C'est un retournement d'ordre structurel car ce produit périurbain connaît des **contraintes inscrites dans la durée**. Le produit se heurte désormais à la consommation de foncier que l'on cherche à préserver. La ZAN (Zéro Artificialisation Nette) européenne impose de ne plus ouvrir de territoires construits. De plus, les ménages périurbains ne sont plus très solvables et on a vu apparaître des populations isolées, loin de tout, car non motorisées. On est là dans ce terme de « mobilité différenciée ». Enfin, la dernière tendance forte est celle de la dévitalisation dans le périurbain. On la voit mal, mais elle est très importante dans les centre-bourgs au profit des zones en périphérie des bourgs.

Si on sort de la question du lotissement, il y a trois choses importantes à rappeler :

- le périurbain est le plus jeune espace rural de France. Les ménages sont jeunes et ont de jeunes enfants. Le fait scolaire peut y être encore présent.
- l'innovation y est encore présente aussi. L'agriculture périurbaine s'inscrit pleinement dans les circuits-courts et les marchés proches.
- le Programme revitalisation des centre-bourgs cherche à retravailler le tissu des centre-bourgs avec le pari de l'économie résidentielle. On cherche alors à nouer quelque chose d'autres, sur le qualitatif ou l'événementiel, le festif et le culturel en donnant une montée en gamme à ces territoires. C'est une autre culture qui se rapproche des espaces hyper-ruraux.

Notes

[1] Professeur d'histoire-géographie au lycée Murat à Issoire.

[2] Université Lyon 3

[3] Université Clermont Auvergne